

“GEO-INFORMATION FOR JOB CREATION AND ECONOMIC GROWTH”

Animateur: François Salgé,
membre d'Afigéo, Eurogi
vice-président,

Rapporteur: Pascal Lory,
membre d'Afigéo, chef de
mission CNIG à l'IGN.

Intergéo Berlin 2014



PARTICIPANTS À LA SESSION

- Jean-Marc Daniel, économiste et professeur à l'ESCP Europe
- Pascal Berteaud, Directeur général d'IGN-France
- Gerd Buziek est directeur de la communication et du secteur public chez ESRI Allemagne



SUJETS DE DISCUSSION

- Sous quelle forme l'information géographique peut contribuer à la création d'emploi et la croissance économique ?
- Comment pourrions-nous mieux mesurer l'impact de l'information géographique ?
- Sur quelle tendance politique surfer pour mieux mettre en œuvre l'utilisation de l'information géographique ?
- Quel devrait être le rôle des gouvernements (Europe, national, local) dans le soutien de l'utilisation de l'information géographique ?



LE CONTEXTE ET ALTERNATIVES

- Depuis 40 ans les crises se succèdent : chômage et faible croissance.
- Avec la société de la connaissance, le matériau est l'information, au-delà du coût initial, son coût marginal est égal à zéro. Pourtant le prix ne peut être nul.
- Financement par le contribuable plutôt que le consommateur ? Etats endettés.
- Financement par la publicité et production par le secteur privé ? Concentration ?

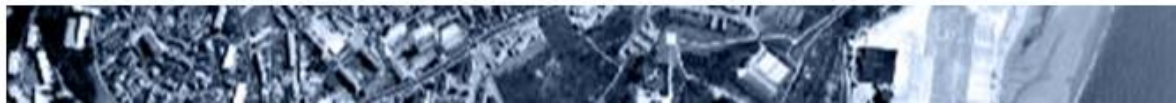


UN NOUVEAU MODÈLE

Le « bon » prix reste à inventer, sachant que :

- Pour le consommateur l'information doit être libre et gratuite,
- L'information « survit » à sa consommation : « create once, use many », quand le consommateur décide-t-il de basculer vers la mise à jour ?

L'économie de la connaissance repose sur la confiance.



3 RÉVOLUTIONS EN MÊME TEMPS

- La révolution de la géo information et d'Internet, appareils mobiles (« may I use your location ? »),
- La révolution du “big data and cloud computing”, avec des utilisateurs qui sont des producteurs, les flux changent,
- Une révolution sociologique avec l'émergence du crowdsourcing.



QUEL SERA LE FUTUR DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ?



- Demande de données d'autorité garantissant qualité, précision et neutralité. Les citoyens ne veulent pas de publicité intrusive,
- Question de la propriété de la donnée : open data et interopérabilité.
- Besoin de services de gestion des données : géocodage, détection du changement...
- Besoin de géo service public numérique, l'information géographique peut être le lien entre les services publics.



ARTICULATION PUBLIC / PRIVÉ

- Valeur dans les services, moins la donnée,
- Années 70, la crise pétrolière a lancé des projets,
- Années 80, besoin pour les jeux de données de navigation,
- Aujourd'hui demande pour économiser les ressources et d'investissements pour guider l'économie,
- L'information géographique disponible à prix marginal ou nul, pour satisfaire cette demande.
- Les éditeurs privés peuvent créer des services au consommateur à partir des données publiques (comment améliorer la mobilité dans les « smart cities »?)



MESURE DE L'IMPACT ÉCONOMIQUE

- Secteur de l'information géographique, transversal et diffus (donc peu visible des décideurs),
- Etude d'impact économique indispensable : “Every single € you put in spatial sector, you get 17€ in return”.
- Effets directs, les emplois créés constituent une bonne mesure,
- Les sorties d'école constituent également un bonne mesure directe, le fait de trouver un travail avant la fin de leurs études.



SUR QUELLE VAGUE POLITIQUE SURFER ?

L'open data est une bonne vague, figure dans l'agenda politique (déclaration du G8), cependant :

- données géographiques pas libres ni gratuites dans la plupart des pays européens, en France par exemple il faudrait 10 millions d'€,
- Si ces financements venaient à manquer ⇒ « no data »,
- Pas de données cachées dans le secteur public, données disponibles et réutilisables, licences et les prix?
- Il est difficile de convaincre les politiques avec des infrastructures virtuelles.



CONCLUSIONS

- Union européenne et États membres maîtrisent l'information géographique d'autorité qui décrit leur territoire
 - ✓ supporter une véritable production de données socle harmonisées, conformes INSPIRE et pan-Européennes.
 - ✓ augmenter les synergies entre tous les niveaux de gouvernement pour contribuer à ces infrastructures.
- Galileo, Copernicus et INSPIRE durablement financés,
- Subsidiarité et interopérabilité mis en œuvre dans tous les domaines économiques et gouvernementaux.
- Les projets européens financés devront inclure une déclaration quant à la nature interopérable de l'information géographique assemblée pour mener à bien le projet, et à la nature ouverte des données.

